

● (1417)

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A L'INTENTION DE RÉPONDRE À LA PROPOSITION DU QUÉBEC RELATIVE À LA RÉDUCTION DE LA TAXE SUR CERTAINS PRODUITS

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que le ministre a sûrement tenu compte de la proposition qu'a faite le gouvernement, lors de la présentation de son budget lundi soir, sur la réduction des taxes provinciales, et a sûrement étudié d'autre part la proposition faite par le gouvernement du Québec, et comme cette proposition vise justement une réduction de taxes sur certains produits, est-il en mesure de dire à la Chambre s'il a l'intention de répondre aujourd'hui au Québec et quelle sera sa réponse?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, j'ai eu l'occasion de parler à M. Parizeau, il y a quelques minutes, et je lui ai dit que sa contre-proposition ne pouvait pas être acceptée étant donné les circonstances, que nous étions prêts à payer 2c. pour six mois sur chacun des articles sur lesquels il allait réduire la taxe de vente. S'il décide de «couper» d'autres articles de l'économie québécoise en fonction de la taxe de vente, l'argent est toujours disponible.

M. La Salle: Monsieur l'Orateur, le ministre est-il en mesure de dire si avant la présentation du budget il avait eu des négociations ou des discussions avec les provinces sur l'intention du gouvernement? Dans l'affirmative, a-t-il fait des propositions précises et quel laps de temps avait-il laissé aux provinces pour que ces dernières acceptent ou refusent la proposition se rapportant au budget?

M. Chrétien: Monsieur le président, j'ai eu l'occasion de visiter la plupart des ministres des Finances, j'ai parlé à d'autres ministres des Finances au téléphone, le tout sur une période d'environ trois semaines avant la présentation de mon discours sur le budget. Nous avons discuté de cette proposition et nous l'avons modifiée en vue de satisfaire à certaines exigences des provinces. En aucun moment, au cours de ces trois semaines, le gouvernement du Québec n'a fait même une allusion à la proposition qu'ils ont mise de l'avant hier.

M. La Salle: Monsieur le président, je m'adresse à un ministre qui connaît bien la province de Québec et le taux de chômage actuel. Au nom des 340,000 chômeurs, je demande au ministre des Finances s'il est disposé à reconsidérer la réponse qu'il a donnée aujourd'hui au gouvernement du Québec et, étant donné la représentation québécoise à la Chambre, de répondre affirmativement à la proposition qui correspond aux difficultés actuelles des Québécois.

M. Chrétien: Monsieur le président, pour le député qui représente, je crois, la ville de l'Assomption où on manufacture des réfrigérateurs, il existe des distinctions très évidentes à l'égard de ces producteurs. Il y a les producteurs de chaloupes et de bateaux de plaisance, et d'autres produits comme ceux-là dans la ville de Victoriaville... Je dis que je suis heureux de

Questions orales

contribuer au programme du gouvernement québécois en payant 2 p. 100 pour six mois. S'ils veulent utiliser leur propre situation pour aider certains secteurs de leur économie, très bien! Pour le reste de l'économie, l'offre que nous avons faite et qui a été acceptée par les autres provinces demeure pour le Québec et ils peuvent reconsidérer leur position et procéder à des coupures dans la taxe de vente pour une période de six à neuf mois, tel que proposé aux autres provinces.

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT EST DISPOSÉ À DISCUTER AVEC LE QUÉBEC LES PROPOSITIONS D'HIER

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur le président, j'espère que nous pourrions conduire notre politique fédérale non pas dans un esprit de confrontation avec la province de Québec, mais dans un esprit de flexibilité.

Considérant les mises à pied dans l'industrie des textiles, du vêtement, de la chaussure et du meuble dans la province de Québec, et comme l'honorable député de Joliette a constaté tout à l'heure le niveau de chômage dans la province de Québec, et que pendant son discours lundi soir l'honorable ministre des Finances a constaté à maintes reprises que sa politique était un vrai exemple de coopération fédérale-provinciale, le gouvernement fédéral est-il prêt à oublier les vrais besoins économiques de la province de Québec et nos concitoyens à l'heure actuelle, soit ceux de l'industrie des textiles, du vêtement, de la chaussure et du meuble, et à discuter sérieusement avec le ministre de la province de Québec ses propositions d'hier?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, j'ai discuté les propositions très sérieusement pendant une période de trois semaines avec les gouvernements provinciaux. M. Parizeau ne m'a fait aucune proposition dans le sens de celles qu'il a faites hier, d'autant plus que la coupure de la taxe de vente s'applique à tous les autres petits commerçants du Québec, non pas seulement à ceux spécialisés dans ce domaine-là. Au surplus, la coupure de la taxe de vente dans le reste du Canada va aider les citoyens canadiens à l'extérieur de la province de Québec à acheter des produits du textile, de la chaussure et du meuble manufacturés au Québec. Je crois que c'est là un article extrêmement important. Seulement, monsieur le président, nous avons fait des offres de bonne foi aux gouvernements provinciaux. Tous les autres gouvernements m'ont fait des contre-propositions. J'ai même fait des ajustements pour remédier au problème particulier de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, et M. Parizeau, à l'époque, ne m'a parlé d'aucune autre contre-proposition. Il a écouté gentiment, poliment, et ce n'est qu'hier, après que les autres provinces eurent pris leur décision qu'il a fait cette proposition. Ce que j'ai dit, et je le répète, nous sommes prêts à payer pour chacun des articles exemptés par le projet de M. Parizeau, soit 2 p. 100 pendant six mois, et s'il décide au cours des semaines ou des mois à venir de couper la taxe de vente sur les autres produits pour s'occuper des autres secteurs qui sont aussi très importants dans l'économie du Québec, nous serons prêts à leur verser la somme tel que promis.